



Les Balkans : une partie de la Méditerranée avec sa géopolitique spécifique

**Mémoire de géopolitique
du Lieutenant-Colonel Anguel GUEORGUIEV
dans le cadre de l'étude dirigée
"Le nouvel espace stratégique euro-méditerranéen"**

Directeur de recherche :

M. Jean-François Daguzan

Maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique

Paris, avril 2001

FICHE DE PRESENTATION

1/ Les Balkans : une partie de Méditerranée avec sa géopolitique spécifique.

2/ Lieutenant-colonel Anguel Gueorguiev

3/ 05 avril 2001

4/ Division C

5/ Mémoire de Géopolitique

6/ Les Balkans sont un grand carrefour reliant trois continents ; ils sont le point de rencontre d'intérêts différents et souvent contradictoires. Les grandes puissances n'ont jamais dissimulé leur désir de jouer un rôle actif dans les processus politiques, économiques, culturels et religieux sur la péninsule. Les liens avec les régions voisines, comme celle de la mer Noire, le Proche et Moyen Orient et la Méditerranée sont l'expression d'une forte interdépendance. En même temps, les relations entre les différents Etats des Balkans sont relativement fragile suite à leur déterminisme historique et en leur aspect multidimensionnel. La crise en ex-Yougoslavie n'est point la cause première, mais les conséquences de la rupture de l'équilibre des puissances. L'évolution future de la situation dans les Balkans reste complexe et difficilement prévisible.

7/ Mots clés : Balkans, puissances, intérêts, influence, crise(s).

« « « Fichier : GGUEORGA05.04. » » »

Les Balkans : une partie de la Méditerranée avec sa géopolitique spécifique

SOMMAIRE :

INTRODUCTION

I. LES BALKANS - UN GRAND CARREFOUR D'INTERETS

II. LA CRISE EN EX-YOUGOSLAVIE ET LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

III. L'AVENIR DES BALKANS

CONCLUSION

INTRODUCTION

En raison de leur position géographique et économique, les Balkans ont été, sont et seront un terrain de confrontation armée politique et économique des puissances mondiales et régionales. Pour quelle raison ?

En Europe, la péninsule balkanique représente la partie la plus orientale de la Méditerranée et se trouve au carrefour des processus d'intégration entre trois continents –l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Une dynamique importante des relations et des échanges est observée déterminée non seulement par ses ressources naturelles et sa situation prioritaire mais aussi par le potentiel croissant des infrastructures et des communications et le développement prioritaire de certaines micro-régions.

D'un autre côté, les Balkans représentent la porte du sud-est européen qui relie l'Europe avec le reste du monde et jouent un rôle considérable de « pont » dans le domaine économique et politique et de « dispatching » des influences affluentes dans ce carrefour géographique. Ils sont à la convergence de l'Europe, de la région Kaspienne et du Proche et du Moyen Orient.

En même temps, avec l'élargissement de l'Union européenne, de la zone Schengen dont la Grèce est membre et pour lesquelles la Bulgarie et la Roumanie sont candidats à l'adhésion, les Balkans se transformeront dans une sorte de « filtre » des échanges culturels, religieux et intellectuels, ainsi que des trafics de plus en plus importants de la drogue,

de la prostitution, du commerce illégal d'armes et du terrorisme international.

Pourquoi la région des Balkans reste-t-elle d'actualité aujourd'hui ?

Pourquoi attire-t-elle l'attention et l'intérêt des dirigeants politiques ?

Pourquoi dans cette même région pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, des opérations militaires utilisant des ressources humaines et un potentiel d'armes considérables se sont-elles déroulées?

Après la fin de la guerre froide et l'éclatement du modèle bipolaire, les Balkans sont devenus une zone de « bombes à retardement » qui menacent la sécurité et présentent d'énormes risques pour la paix non seulement régionale mais aussi européenne. Ces risques dévoilent des menaces internes mais également externes militaires ou autres. Globalement, ces risques sont liés à la renaissance de problèmes régionaux ou ethniques, avec le fondamentalisme et le terrorisme islamique et avec le renforcement des processus migratoires, le tout bien « épicé » par une dose élevée de chauvinisme étatique.

Quels sont les enjeux de la « donne » balkanique ? Quelles en seront les conséquences sur un plan mondial ?

Les contradictions actuelles dans les Balkans sont avant tout le reflet des intérêts historiques en permanente dynamique des puissances mondiales.

En premier lieu, les pays balkaniques ont toujours attiré l'attention avec leur climat politique spécifique et un développement fortement influencé par les tendances régionales. Il est normal qu'après la

dissolution de l'ex-URSS, les Etats-Unis, profitent de la faiblesse économique de la Russie d'aujourd'hui et s'intéressent de près au développement des pays balkaniques. Le miracle « cybernétique » du 20^{ème} siècle, le Japon, manifeste aussi une présence renforcée dans la péninsule balkanique par ses nouvelles technologies hautement efficaces et ses systèmes de communication, c'est à dire dans le domaine économique. Les pays européens développés sont obligés de jouer un rôle dominant dans le développement des pays balkaniques en les familiarisant avec les valeurs démocratiques et la prospérité s'ils veulent rester présents dans cette zone.

Le croisement d'intérêts divergents et les influences diverses sont les facteurs essentiels pour l'impact multilatéral qu'exercent des régions voisines des Balkans : la Méditerranée, le proche et le Moyen Orient et le bassin de la mer Noire.

Les changements démocratiques en Europe centrale et du Sud-Est ont rendu possible le rétablissement des liens historiques qui contribueront au développement économique et culturel. En même temps, les centres de conflits et de tensions dans certaines zones prennent une tournure dangereuse.

Une analyse détaillée de la crise et des processus en ex-Yougoslavie sera présentée dans un chapitre spécial qui traitera plus précisément des divers facteurs en jeu sur la péninsule balkanique.

Quel sera l'avenir des Balkans et vont-ils rester « le baril de poudre » de l'Europe ? Cela dépend d'abord des peuples balkaniques eux-mêmes et aussi des solutions rapides que l'Europe trouvera pour « débalkaniser » ces pays. Encore, faut-il qu'elle le veuille...

I . Les Balkans – un grand carrefour d'intérêts

I.1. Intérêt croissant et influences diverses des puissances extérieures à l'Europe.

Dans le passé les Balkans ont été un espace de collaboration très proche entre trois grandes puissances – l'empire ottoman, l'Autriche-Hongrie et la Russie. Trois autres pays y sont indirectement présents veillant que leurs propres intérêts européens ne soient pas atteints par le triomphe d'une autre puissance : l'Allemagne a peur de la puissance russe, la France s'est opposée à l'Autriche-Hongrie, alors que le Royaume-Uni préfère garder plutôt un Empire ottoman affaibli surveillant les Dardanelles que permettre à n'importe quelle autre grande force concurrente de dominer les Balkans. Le long du XIX siècle ces grandes puissances ont réussi à maîtriser les conflits dans les Balkans, sans tenir compte des intérêts vitaux des populations locales. Elles l'ont réussi beaucoup moins au début du XX siècle et ce fait a eu des conséquences fatales pour tout le monde.

Dans la période contemporaine de développement accéléré des forces productives, de progrès vertigineux en matière de nouvelles technologies dans le domaine de la construction de fusées spatiales et de l'électronique, à l'heure de la globalisation des moyens de transport et des communications, des besoins croissants d'énergie (les estimations montrent que d'ici 2015 la consommation mondiale d'énergie augmentera de plus de 50%), les Balkans et les peuples de cette région représentent un élément de plus en plus important dans l'équilibre des intérêts mondiaux. Cette nouvelle tendance est d'autant plus nette après la chute du système communiste. Aujourd'hui les anciennes et les nouvelles puissances accordent une importance bien plus grande à cette région. Cette importance renforcée est le résultat de différents événements :

- des changements radicaux dans le domaine social, politique et économique ;
- l'ouverture de nouvelles voies d'influences politiques au sein des pays balkaniques ;
- la présence de nouvelles perspectives de gagner des marchés et de développer des coopérations économiques approfondies ;
- les conflits en ex-Yougoslavie ;
- l'importance accrue de l'influence stratégique de la région au niveau de la globalisation et de la résolution de problèmes globaux surgis.

Dans cet ordre de pensée, il est tout à fait logique que les Etats-Unis en tant que première puissance mondiale en dehors des frontières européennes, manifestent leur intérêt de plus en plus prononcé vers les Balkans.

Durant la période post-communiste qui fait l'objet de notre analyse, dans la politique des Etats-Unis dans cette région européenne nous pouvons observer une dynamique et des changements importants dont l'essentiel est la tentative d'envahissement de l'espace politique des pays ex-communistes après l'effondrement de l'Union Soviétique. Après la fin de « la guerre froide », les Etats-Unis ne peuvent pas se permettre de se désintéresser des changements dans les pays balkaniques. L'instauration d'un nouvel ordre mondial, stable, bien équilibré et reposant sur des principes démocratiques qui prétend remplacer l'ancien système bipolaire des relations internationales existant jusqu'à présent doit tenir compte de l'Europe du Sud-Est.

La dimension géopolitique, soit au niveau de la forme soit au niveau du contenu de l'approche des Etats-Unis à l'égard des Balkans, est prioritaire. Les Etats – Unis se comportent de façon amicale et bienveillante à l'égard de tous les pays balkaniques effectuant une transition vers une société démocratique. Sont respectés les principes suivants :

- ils donnent leur appui au processus de démocratisation des pays de l'Europe de l'Est ;
- la réussite et le respect des étapes des réformes politiques et économiques sont des conditions obligatoires pour l'octroi

des aides financières. C' est une garantie que les réformes et les changements démocratiques se poursuivront jusqu'à la fin ;

- les Etats – Unis évitent de prendre position ou de se laisser entrainer dans des conflits ethniques, la plupart très compliqués, ayant des racines profondes dans l'histoire et les traditions culturelles et religieuses des populations et préfèrent garder leur rôle d'arbitre ;
- les Etats – Unis soutiennent et encouragent les pays européens occidentaux pour jouer un rôle plus actif dans la démocratisation des pays est-européens pour la solution des conflits régionaux ;
- les Etats-Unis élargissent ainsi leur influence économique, politique et culturelle.

Dans leur politique dans les Balkans, les Etats – Unis donnent une priorité à la Turquie. Ce fait est historiquement déterminé et correspond aux intérêts politiques et économiques américains compte tenu des nouvelles réalités dans les Balkans et les régions voisines. La tradition de cette politique est déterminée par les prétentions et les aspirations turques pour une grande influence régionale, la Turquie ayant la nostalgie et le souvenir de l'époque de l'empire ottoman et surtout de l'influence ethnique et religieuse musulmane dans la plupart des pays balkaniques plus ou moins proches de ses frontières tels que la Bulgarie,

l'Albanie, la Bosnie. La Turquie compte sur sa relative modernisation et sa puissance économique.

Il est vrai que concernant la Turquie, il existe actuellement deux problèmes. D'une part, l'état financier de quelques grandes banques turques pourra provoquer des difficultés économiques dans le pays, et d'autre part, le problème se pose en termes militaires et politiques : la Turquie n'est pas d'accord avec l'évaluation de l'Union européenne concernant son adhésion, présentée au Sommet européen de Nice à la fin de l'an 2000. Malgré les tentatives des Etats-Unis exprimées par l'ex-Secrétaire d'Etat Mme Allbright et l'ancien président Bill Clinton, d'obliger Ankara à « assouplir » ses positions en tant que membre de l'OTAN au moment de la prise de décisions d'intervention des Forces européennes de sécurité, la Turquie reste encore rigide et continue de mélanger ses deux rôles (connaissant très bien son potentiel) : *« le pays qui possède la plus grande armée en Europe et en même temps qui est membre de l'OTAN depuis quarante-huit ans »*¹.

Cette particularité reste d'actualité mais ne changera pas le statut de la Turquie en tant que protagoniste et défenseur des intérêts américains fondamentaux sur la péninsule balkanique.

Dernièrement, on observe une activation de la politique extérieure américaine vers d'autres pays balkaniques comme la Macédoine, l'Albanie et même la Bulgarie. C' est un processus naturel après l'effondrement de la République Socialiste Fédérale de Yougoslavie et la baisse de l'influence russe dans ces Etats.

¹« F. Times » *La Turquie et l'OTAN* - 19.12.2000

Le manque de metteur en scène politique dans cette région, toujours « brûlante », qui s'est fait sentir pendant la dernière décennie, ne pouvait pas durer longtemps. Tandis que les autres grandes forces mondiales se préoccupaient de leurs soucis internes ou ne manifestaient pas la volonté d'aider le plus vite possible l'instauration des changements démocratiques dans les Balkans, les Etats-Unis, avec leur puissance économique et un modèle de société réellement dynamique et fonctionnant, sont passés à une étape supérieure et accélérée dans leur politique vers les pays balkaniques.

« Avec l'approfondissement du processus d'intégration et de coordination les pays de l' Union Européenne, atteignent un potentiel qui devient important et presque égal à celui des Etats – Unis »². Cela permet à l'Union Européenne d'affirmer plus catégoriquement ses intérêts dans les Balkans, chose facilitée par la proximité géographique et la multitude des relations historiques, mais ces intérêts se heurtent à des contradictions importantes avec ceux des Etats–Unis. L' Union Européenne, présidée les six derniers mois de l'année 2000 par la France, s'est transformée en un fort centre de gravité, vers lequel se dirigent tous les pays européens y compris les pays balkaniques (la Bulgarie a égalisée sa monnaie nationale le « lev » avec le mark allemand « 1BGL = 1DM » ce qui facilitera le passage vers l'euro). Ce processus est désavantageux pour les intérêts des Etats–Unis dans la péninsule balkanique car ils ne sont pas intéressés d'avoir en face d'eux une Europe puissante sur le plan culturel, politique et économique, c'est à dire une grande concurrence. Ainsi, on peut parler d'une augmentation

² M. de Boissieu « Relations internationales et puissance économique » - Géopolitique conférence – 05.01.2001

explicite de l'influence américaine dans la région et de leur présence avec une implication dans les structures sociales des pays des Balkans sous différentes formes (à titre d'exemple on peut citer « La société ouverte »/ « Open society ». Le but est d'accélérer le processus de démocratisation et de transition vers l'économie de marché. Or, les aides économiques et financières destinées à faciliter la reconstruction et le développement des pays balkaniques après la crise du Kosovo, sont accordées en fait par les pays membres de l'Union Européenne comme les Pays Bas, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Espagne etc...et qui ont une politique d'investissements intensive dans les Balkans.

Après la Deuxième guerre mondiale la doctrine « Yoshida », renouvelée plus tard par le principe de neutralité, le Japon a su atteindre un niveau très élevé dans son développement économique et surtout dans des domaines tels que l'électronique, la cybernétique et l'informatique. Grâce à cette politique et à sa diplomatie habile et expansive, le Japon est toujours présent dans les Balkans suivant ses principes économiques sans attachements idéologiques ou des sympathies politiques, ce que préfèrent les peuples balkaniques aussi. Ce qui attire le Japon vers l'Europe du Sud-Est et vers les Balkans, c'est le futur potentiel économique de la région, sa place avantageuse sur le plan économique, ainsi que sa position stratégique du point de vue géographique.

La Corée du Sud, un autre pays économiquement développé, fait preuve d'un grand intérêt et d'une forte présence dans les Balkans de la même façon que le Japon. Les intérêts économiques de la Corée du Sud lui ont permis, en très peu de temps, de gagner une place considérable

sur les marchés de certains pays balkaniques, tels que la Roumanie, la Bulgarie, la Macédoine, la Grèce et d'autres.

La deuxième puissance économique mondiale du moment est la Chine et elle suit de très près les changements dans les Balkans. Ayant été présente dans le passé en même temps que l'ex-Union Soviétique, la Chine garde ses relations économiques traditionnelles avec la Roumanie, les pays de l'ex-Yougoslavie et l'Albanie. Avec la Macédoine les relations économiques sont plus délicates compte tenu de sa position sur Taiwan. La présence actuelle de la Chine dans les pays balkaniques ne correspond pas à son importance et à ses capacités. En tant que deuxième force mondiale, la Chine témoigne d'une attention sur les événements et les tendances de développement de la région des Balkans, en respectant les principes d'une sagesse traditionnelle et d'une dignité nationale.

I. 2. L'influence européenne dans les Balkans.

Les processus fondamentaux d'aujourd'hui au sein de l'Europe sont très importants pour les Balkans. Les changements en Europe s'effectuent avec la participation des deux parties du continent. La période précédant le Sommet de Paris en novembre 1990 sous la direction de l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe (l'OSCE), la corrélation entre les changements dans les états est-européens et le processus commun européen était dirigée uniquement vers l'introduction et l'application des principes et des valeurs de l'Acte définitif d'Helsinki dans la vie sociale et économique des démocraties

naissantes. La réussite des changements et des réformes, d'autre part, ont rendu possible l'adoption de nouvelles décisions concernant le futur développement d'une Europe commune: des mécanismes porteurs de l'idée européenne ont été créés à travers des structures et des institutions permanentes, représentant l'embryon de la gestion commune européenne des processus politiques. Des changements dans les principales structures économiques, politiques et militaires européennes se sont enchaînés. Le processus d'intégration européenne a connu un nouvel essor. Le Conseil de l'Europe a ouvert largement ses portes aux pays ex-communistes. L'OTAN et l'Union de l'Europe Occidentale ont élaboré une nouvelle conception stratégique qui a institutionnalisé les consultations et la coopération avec les pays de l'Europe centrale et orientale. Ces changements, dans leur totalité, ont permis le début de nouvelles relations européennes, basées sur les principes d'une démocratie pluraliste, d'une primauté des lois et le respect des droits de l'homme.

A cette étape de la construction européenne, les changements survenus au sein du continent ont servi de stimulateur aux processus de développement des nouvelles démocraties dans les Balkans. Cela s'explique avec l'intérêt commun des pays de la région à participer à parts égales à la construction d'une nouvelle Europe. D'un côté, le grand retard économique de ces pays les oblige à se tourner vers l'Europe. D'un autre, ils voient en une Europe unie la seule garantie pour leur sécurité. Enfin, les Balkans font partie de l'Europe et leur intégration dans les processus européens est non seulement normale mais également indispensable.

Très vite, les événements qui ont suivi la rencontre de Paris, ont montré que les changements dans les pays ex-communistes marquent un retard par rapport au succès politique fait à Paris, et que certains hommes politiques agissent selon les vieux stéréotypes. L'effondrement vertigineux et d'une certaine manière inattendu de l'Union Soviétique a provoqué des modifications fondamentales de la carte géopolitique de l'Europe. La guerre en Yougoslavie a été aussi en quelque sorte une grande surprise. La Tchécoslovaquie non plus n'a pas été épargnée : deux pays différents sont nés - la République Tchèque et la Slovaquie.

L'Europe de l'Est est entrée dans une période de bouleversements et de conflits profonds sur le plan économique, politique, social, ethnique et religieux.

Les Balkans ont une responsabilité dans cette situation. Les événements et les tendances négatifs dans la région provoquent non seulement un retard mais déforment et menacent le développement du processus de démocratisation et limitent l'influence positive de l'Europe sur ce processus. L'interaction entre les changements dans les Balkans et les tendances positives en Europe ne sont plus porteurs de progrès. Les Balkans commencent à exercer un effet de déstabilisation sur la situation politique en Europe.

Le Sommet d'Helsinki en juillet 1992 a été marqué par les nouveaux problèmes et les dernières tendances en Europe. Il a eu l'ambition de rendre plus efficace et opérationnel les mécanismes d'action de l'OSCE surtout dans la partie du contrôle des armements, de la maîtrise

des conflits entre les minorités ethniques et du respect des droits l'homme.

Il s'est créée une tendance vers le renforcement des fonctions de contrôle des organisations internationales dans l'accomplissement des décisions et des accords adoptés. Pour la première fois dans la histoire de l'OSCE un pays membre – la République socialiste de Yougoslavie (SRJ) à été sanctionnée. Elle a été également exclue des structures d'autres organisations internationales ; elle n'a pas été acceptée à l'ONU comme un pays qui remplace la SFRJ (La République socialiste fédérative de Yougoslavie) et a été obligée de déposer sa candidature comme tous les nouveaux pays. La Turquie a été condamnée par la résolution du Conseil de l'Europe (pas pour la première fois) pour la violation des droits de l'homme. Le Conseil de l'Europe a adopté une résolution par laquelle il se déclare contre l'annulation de la loi du tribunal du peuple.

La situation compliquée dans les Balkans a servi de test pour l'efficacité et l'interactivité des nouvelles structures et mécanismes de l'OSCE et des autres organisations européennes. Les épreuves ont prouvé le degré de mobilisation de leurs capacités d'action. Possédant un grand potentiel et en présence d'une volonté politique de leur part, ces organisations sauraient garantir l'intégration par voie pacifique des peuples balkaniques aux normes européennes communes de politique intérieure et de relations entre voisins. La situation a pourtant révélé une certaine inefficacité et lenteur dans la résolution des problèmes. Les raisons sont multiples. Ce qui est certain c'est que cette inefficacité partielle crée

indiscutablement parmi les peuples balkaniques un sentiment d'insécurité.

Au cours de la rencontre de Paris, les chefs d'Etat ont prévenu de la naissance d'une nouvelle menace pour la paix et la sécurité en Europe venant des phénomènes d'instabilité interne dans les pays est-européens et surtout balkaniques. Ces phénomènes sont provoqués par la crise économique et les conflits ethniques et religieux. Tout le monde est d'accord pour admettre que les choses n'iront pas bien en Europe occidentale si les processus n'avancent pas en Europe de l'Est. Voilà pourquoi la nécessité d'aider les pays de l'Est en matière économique est devenue évidente. La coopération économique plus étroite entre l'Ouest et l'Est a été l'alternative, le seul moyen de combattre contre les dangers potentiels pour la sécurité et la stabilité en Europe. Il y avaient des appels et des tentatives pour raccourcir les délais et simplifier les procédures d'intégration des nouveaux pays démocratiques à l'Union européenne.

Très vite l'enthousiasme a baissé, le rythme des démarches pratiques s'est ralenti. Si pour la Hongrie, la République Tchèque et la Pologne l'adhésion à l'OTAN est déjà un fait et leur adhésion à l'Union européenne s'annonce proche, pour les pays ex-communistes des Balkans, les perspectives sont beaucoup plus lointaines.

L'influence européenne sur les Balkans ne s'arrête pas avec les actions et les efforts collectifs des organisations européennes. Cette coopération s'exprime aussi dans les relations bilatérales entre les pays balkaniques et des pays comme la France, l'Allemagne, la Russie, le

Royaume – Uni, l' Ukraine, l' Italie et d'autres. La dimension balkanique dans leur géopolitique, porteur d'intérêts divergents parfois, ajoute une différenciation dans l'influence européenne globale.

Aujourd'hui, les peuples balkaniques se posent la question à savoir si le renforcement de l'influence européenne dans la région ne réveillera pas les anciens appétits des grandes puissances européennes concernant ces pays. Il n'y a rien de plus utile et logique qu'une coopération active multiple entre les pays balkaniques et les grands pays européens, à condition qu'elle se réalise sur des bases égales et dans le respect des intérêts de leurs peuples. Seule une telle coopération pourrait accélérer l'eupéanisation des Balkans.

Tout le monde se réunit autour de l'analyse que les Balkans déstabilisés influenceront la stabilité de l'Europe. Il ne faut pas ignorer ou sous-estimer le fait que les Balkans font partie du continent européen et ont joué au cours de l'histoire et aujourd'hui même un rôle important et positif dans le développement de l'Europe.

L'histoire nous enseigne que les Balkans sont le berceau de la démocratie, de la culture et de la civilisation européennes. Ici, dans cette région, se trouvait la frontière qui a stoppé et protégé l'Europe des invasions de l'Islam. Nous ne pouvons pas imaginer aujourd'hui la culture européenne sans la culture balkanique, la sauvegarde du christianisme sans le rôle des Balkans. Les échanges entre l'Europe et d'autres continents tels que l'Asie et l'Afrique passaient souvent par la péninsule balkanique. Comment imaginer et envisager à l'heure actuelle la construction d'une Europe unie sans la contribution des Balkans ?

Les peuples balkaniques ont la conscience et la volonté d'affronter les énormes difficultés économiques liées à la crise et le retard actuels dans la région. Ils ne cherchent pas la charité mais une collaboration basée sur l'égalité, sans discrimination et restrictions dans les échanges commerciaux. En même temps, ils sont conscients que les paramètres réévalués de la nouvelle géopolitique dans les Balkans, à savoir l'importance financière des divers programmes de stabilisation économique de la région, la collaboration pour la mise en place d'une culture politique de la tolérance, ne pourront que compléter leur engagement sur la voie de l'eupéanisation.

Ce qui est important pour l'avenir, c'est la prise de conscience de l'enjeu européen, de l'idée que la démocratie et la prospérité développées d'un côté du continent et négligées de l'autre ne pourront pas être fiables et durables à long terme.

Accepter aujourd'hui une nouvelle séparation en deux – une Europe centrale et orientale riche et des Balkans économiquement arriérés – signifierait créer une source active de désintégration du vieux continent. Cela aurait des conséquences particulièrement dures pour les Balkans.

1.3. L'interdépendance croissante entre les Balkans et les régions voisines.

Un impact important sur les Balkans provient de l'évolution de la situation dans les régions voisines – le Proche et le Moyen Orient, le

bassin de la mer Noire et la Méditerranée. Outre la proximité géographique, cette influence trouve son origine dans le croisement de différents intérêts sur le plan géopolitique et régional. La disparition de l'opposition globale entre l'Est et l'Ouest à la suite des changements démocratiques en Europe centrale et orientale a ouvert la possibilité de régler de façon pacifique certains conflits favorisés par le modèle bipolaire global dans des régions voisines. Ainsi, d'autres centres de tensions dissimulées auparavant se réveillent et sont porteurs de tendances et d'aspirations dangereuses.

A peine terminée, la guerre de sept ans entre l'Iran et l'Irak, a été suivie par l'opération « Tempête du désert » qui a touché également les intérêts de la plupart des pays balkaniques. Ces derniers ont subi des pertes importantes, excepté la Turquie, et n'ont obtenu aucune compensation.

Les Balkans, ainsi que l'Europe entière de plus en plus se voient confrontés aux défis imposés par des unités régionales, imposant l'Islam comme une idéologie. La frontière entre le Nord chrétien et le Sud-Est islamique devient de plus en plus nette. Les nouvelles frontières qui se dessinent opposent plutôt les civilisations et les intérêts géopolitiques que les religions elles-mêmes.

Dans le Sud – Est, l'Islam contribue à la consolidation de plus en plus active d'au moins trois puissances régionales : le fondamentalisme islamique, l'islamisme arabe modéré et le pan-turquisme. Sous une couverture religieuse commune se cachent souvent des intérêts contradictoires.

La fin de la crise en Afghanistan a marqué le début d'une nouvelle vague de fondamentalisme islamique en Asie Centrale et au Moyen Orient. La lutte pour une prédominance entre les différents courants islamiques s'aggrave. Une activation du courant pro-iranien est observé dans le Sud –Est de Irak, au Liban et dans les nouvelles républiques de l' Asie Centrale, notamment au Tadjikistan.

Les relations économiques et politiques des Balkans avec les pays arabes sont très actives. Ce fait est déterminé par la proximité territoriale, la coopération développée depuis de longues années et bien sûr par la présence dans cette région de ressources considérables en pétrole. Pour cette raison, l'évolution des événements dans ces pays dans l'avenir, aura une importance fondamentale pour les Balkans.

A l'étape actuelle, dans le monde arabe le courant islamique modéré renforce ses positions. Il est principalement représenté dans des milieux et des régimes politiques qui cherchent des voies de survie et de prospérité dans le croisement compliqué d'intérêts politiques et financiers internationaux basés sur le pétrole. Les perspectives devant cette alliance hors du commun dépendront plus au moins de l' issue du conflit israëlo – arabe.

L'influence de l'islamisme arabe modéré s'étend principalement par la voie économique, mais il utilise aussi d'autres moyens : l' Organisation de la Conférence Islamique et certaines structures arabes régionales. L' Albanie est également devenue membre de l' OCI comme la Turquie.

Parmi les mouvements interrégionaux, le plus actif actuellement est le pan-turquisme. Il trouve un appui au sein de certains milieux et organisations d'influence en Turquie. Profitant de dividendes politiques et économiques importants, ce pays a orienté ses regards vers la zone ethnique et linguistique turcophone et vers les Balkans.

Certains experts attribuent cette politique au défunt président Turgut Yosal surtout concernant son idée pour une « Zone économique de la mer Noire » où pourrait s'effectuer une libre circulation de produits, des citoyens et des capitaux dans l'objectif d'établir un marché commun constitué par les pays autour de la mer Noire.

Les milieux officiels n'ont pas accepté ces projets poussés trop loin par l'ambition et l'intérêt de la Turquie. La crise dans les républiques du Caucase et de l'Asie centrale, ainsi que celle en Bulgarie, en Roumanie et en Ukraine, offre à la Turquie une chance réelle de se transformer en centre économique et politique avec des positions clés au sein de la région. S'étant implantée de manière durable dans les marchés de ces pays, la Turquie risque de devancer ses concurrents occidentaux et les obligera à investir dans la région en passant par des sociétés turques. Ainsi, le prestige de la Turquie ne fait qu'augmenter et elle pourra reconstruire ses relations avec l'Union européenne sur des positions très différentes. Une région dominée par la Turquie pourrait servir de pont entre l'Union européenne et le monde islamique, ce qui renforcerait son rôle stratégique.

Ces faits poussent les experts à chercher une autre explication à l'initiative lancée par la Turquie, d'autant plus qu'elle était auparavant opposée à une coopération multilatérale dans la région. Ils voient les

nouveaux dirigeants turcs s'orienter vers une expansion économique plutôt que de chercher comme dans le passé à établir une domination sur des nouveaux territoires. Selon les spécialistes, un rôle prépondérant va jouer la population turcophone pour former dans ces régions des mouvements pan-turques forts et pour l'intégration d'un potentiel de deux cent millions de personnes.

Ce n'est pas une surprise si l'idée initiale de « zone de la mer Noire » a subi des modifications importantes à l'initiative et avec l'accord des autres pays balkaniques. La Turquie ne s'est pas opposée à ces modifications bien qu'elles ne correspondent pas à son projet initial. Il est évident que pour elle il est important de rester l'initiateur de ce projet mais également de réaliser plus ou moins ses objectifs géopolitiques, plus importants que les intérêts économiques propres. C'est à son initiative qu'un secrétariat permanent a été créé à Istanbul comme un premier pas vers l'institutionnalisation de la coopération économique des pays limitrophes de la mer Noire.

L'influence de la situation dans la région méditerranéenne sur les Balkans comporte des traits contradictoires. Ce carrefour du commerce international, d'échanges culturels et d'infrastructures importantes reliant trois continents, le Nord et le Sud et dans un certain sens l'Atlantique avec l'Océan pacifique joue un rôle vital pour l'épanouissement des pays balkaniques.

L'analyse de la situation dans les Balkans et du rôle de la Méditerranée montre qu'il existe des conditions très favorables pour un développement durable et renforcé des relations au niveau régional entre les pays de ces deux régions mais aussi sur le plan international. Une

coopération beaucoup plus élargie entre les Balkans et la Méditerranée pourrait être mise en place pour les raisons suivantes :

- la proximité immédiate des deux régions qui est un facteur de nombreux avantages ;
- des relations historiques traditionnelles ;
- des intérêts communs évidents dans les domaines économique, social, politique etc...
- des échanges culturels et des influences interactives ;
- le nouveau rôle des deux régions dans la conjoncture actuelle.

Aujourd'hui encore, il existe une série de conflits locaux –Chypre, les contradictions entre la Grèce et la Turquie dans la mer Egée, le Liban, le conflit israélo-palestinien, Le Sahara occidental – qui exercent plus ou moins un impact négatif sur le « climat » balkanique. Ces conflits ne trouveront pas sans doute leur solution dans un proche avenir. Le renforcement des efforts de la part de la communauté internationale serait bénéfique pour la stabilisation des Balkans.

II. La Crise en ex-Yougoslavie et la communauté internationale

Dans la résolution de cette crise les facteurs extérieurs jouent un rôle extrêmement important mais souvent contradictoire. Au début des événements l'idée dominante était de soutenir les efforts de sauvegarde de l'unité de la fédération yougoslave avec l'objectif d'éviter « l'effet domino » qui ne serait pas en concertation avec les processus d'intégration en Europe et toucherait directement ou indirectement les intérêts des pays balkaniques pluriethniques ou des autres pays à minorités nationales. Très vite, une évolution s'est manifestée pour la reconnaissance de la souveraineté et de l'indépendance des Etats qui avaient cette revendication. Dans ce processus de grande complexité, certaines nuances et distorsions se sont remarquées dans les actes des différents pays européens et non-européens, ainsi que dans la politique des organisations internationales et qui étaient révélateurs de la divergence des intérêts économiques et géopolitiques dans la région des Balkans.

II.1. Les pays voisins

Lors de l'éclatement de la crise, la plupart des pays balkaniques défendaient le principe de l'unité de la fédération yougoslave, guidés par le souci de la stabilité régionale et de la non-internationalisation des conflits. Au cours du processus de désintégration sont apparues des

divergences entre les politiques des pays de la région et une orientation vers la dissolution de l'ex-Yougoslavie et vers les Etats nouvellement créés.

La position la plus nettement « pro-yougoslave » a été exprimée par la Grèce. Celle-ci, à plusieurs reprises, a manifesté ses inquiétudes par rapport aux évolutions du processus destructif et de son impact néfaste sur la stabilité régionale. Les craintes étaient essentiellement liées à l'épanouissement d'un Etat macédonien indépendant et internationalement reconnu. Outre les soupçons pour des prétentions territoriales et minoritaires de la part de la République de Macédoine vers la Macédoine de la mer Egée, la Grèce craint des effets défavorables en cas de changement du rapport de forces dans les Balkans. En cas de création d'un axe Ankara-Skopje avec un prolongement éventuel vers Tirana, Pristina et Sarajevo, la Grèce se verrait isolée face à un pôle musulman fort et séparée des pays de tradition chrétienne orthodoxe comme la Bulgarie et la Serbie et de l'Europe en général.

Des changements explicites sont intervenus dans la position de la Bulgarie à ce sujet. Au début, elle prônait l'unité de l'entité territoriale de la fédération yougoslave. Elle s'est orientée par la suite vers une défense « du droit des tous les peuples sur le territoire yougoslave à l'autodétermination », y compris la création d'Etats indépendants par la voie pacifique et démocratique sur la base des compromis politiques et sans rectification violente des frontières. La Bulgarie s'est déclarée contre le régime de Milosevic et a condamné le « génocide » au Kosovo. Elle a reconnu l'indépendance de la Slovénie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine. L'effet immédiat de cette démarche

officielle fut le refroidissement des relations avec Athènes et une nette détérioration des relations avec Belgrade.

Au cours de la crise du Kosovo, la Bulgarie a strictement respecté ses engagements politiques en tant que membre du « Partenariat pour la paix » et l'Union européenne a approuvé cette position sans réserve : « la Bulgarie a agit comme un véritable membre de l'OTAN ! ». Avec le renforcement des processus de démocratisation, la Bulgarie a obtenu une nouvelle reconnaissance internationale, s'est montrée comme un pays modèle de la cohabitation pluriethnique pacifique et comme un facteur de la stabilité dans les Balkans. L'établissement de l'état-major des forces internationales balkaniques dans la ville de Plovdiv, ainsi que le déroulement en Bulgarie du plus grand exercice aérien pour l'année 2001 sous le nom de « Cooperative Key », marquent l'autorité et la reconnaissance internationale de ce pays dans les Balkans.

La Turquie n'est pas directement touchée par les événements en ex-Yougoslavie mais depuis le début manifeste une politique active, pragmatique et un peu trop engagée. Celle-ci changeait avec beaucoup de souplesse sa tactique en commençant par une déclaration d'appui de l'unité de la fédération yougoslave pour aboutir à une mise en valeur habile du « facteur islamique » concrétisé dans ses contacts directs avec la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie, la Macédoine et d'autres régions à population musulmane. La Turquie est parmi les premiers pays à avoir déclaré sa volonté de participer aux opérations militaires des forces de l'ONU dans la région.

L'Albanie a toujours exprimé un intérêt particulier et une prise de position nette à l'égard des événements en Yougoslavie surtout

concernant le statut du Kosovo. Elle a soutenu les revendications des minorités albanaises pour une autonomie et pour la création d'un état indépendant ou tout simplement le « retour vers la mère-patrie ».

Les relations entre l'Albanie et la République de Macédoine sont d'une grande spécificité. Les deux pays cherchent une solution pour l'amélioration de leurs relations. La présence d'une minorité importante d'Albanais en Macédoine et leur implication active dans la vie politique du pays stimule de plus en plus la position active de l'Albanie à l'égard des derniers événements dans cette république.

La Roumanie a été parmi les premiers pays à avoir soutenu l'unité de l'ex-Yougoslavie. Elle ne s'est pas engagée au moment où la République de Macédoine cherchait une reconnaissance internationale, bien qu'elle ait reconnu la Slovénie et la Croatie. Elle ne cachait pas ses intérêts concernant les revendications des minorités roumaines concentrées à Banat en Serbie et en Macédoine.

Les autres pays voisins – l'Italie, l'Autriche et la Hongrie – mènent une politique de plus grande envergure et sont guidés par la volonté de créer un nouvel équilibre géopolitique dans la région des Balkans. Ils expriment explicitement leurs préférences pour la Slovénie et la Croatie compte tenu de leur histoire commune dans le cadre de l'empire austro-hongrois. Les problèmes liés avec les différentes minorités vivant dans les pays voisins déterminent aussi leurs relations : une minorité italienne vivant en Slovénie et en Croatie (Istrie), des slovènes et des croates vivant en Autriche (Styrie), les hongrois vivant en Vojvodine.

II.2. Les Etats-Unis et l'Europe

Le comportement et les démarches des Etats-Unis et de l'Europe concernant la recherche de solutions aux problèmes des Balkans sont dictés par le souci du respect des frontières européennes. Ils souhaitent que la dissolution de l'ex-Yougoslavie n'inspire pas aux pays voisins des prétentions territoriales, qu'elle ne se transforme en un enchaînement dangereux menaçant la paix et la sécurité de tout le continent. Ils veillent à ce que les passions nationalistes n'empêchent pas les processus de démocratisation des pays de l'Est.

La nouvelle administration américaine dirigé par Bush junior a analysé de façon très exacte la situation dans les Balkans dans sa totalité et plus précisément en ex-Yougoslavie et au Kosovo. Une évolution de la position américaine concernant la présence de forces américaines dans les Balkans est actuellement observée. Elle a été exprimée par Kondalisa Rice et diffère de celle manifestée au cours de la campagne électorale.

L'Allemagne a reconnu la Slovénie et la Croatie en défendant ainsi ses propres intérêts et son périmètre d'influence traditionnel.

Au début de la crise yougoslave, la France marquait ses préférences pour l'unité de la fédération sur la base de négociations entre les républiques membres. Cette position s'explique avant tout par les relations traditionnelles de la France avec la Serbie. Il n'est pas surprenant que le nouveau président de la République fédérative de Yougoslavie – Vojislav Kostunica dans une de ses premières interviews a caractérisé le général Charles de GAULLE comme le chef d'état le plus respecté dans le

monde entier. La position française a vite évolué de façon adéquate face aux processus trop rapides de désintégration en ex-Yougoslavie. La conception de la France est guidée par la volonté de trouver des mécanismes d'anticipation par rapport à la destruction : encourager la création de nouveaux états économiquement fragiles et politiquement et militairement menacés n'apporterait pas de solution à la crise balkanique. C'est une position constructive qui tient compte des réalités régionales.

La Russie a été parmi les dernières grandes puissances internationales à changer et à assouplir sa position et reconnaître les états nouvellement créés. Elle a défendu le plus longtemps possible l'intérêt de l'ex-Yougoslavie auprès des organisations internationales mais en même temps elle a exercé une influence importante sur les dirigeants serbes pour accepter la voie des négociations. La Russie a été le premier pays parmi les grandes puissances mondiales à reconnaître la Macédoine. Même si dans le contexte actuel elle est économiquement affaiblie, elle ne renoncera pas à ses intérêts historiques sur les Balkans.

III. L'avenir des Balkans

Quel avenir possible pour les Balkans ?

Une question importante et difficile !

Si l'on veut périphraser le proverbe, le problème de l'avenir des Balkans est un problème des Balkans eux-mêmes !

Oui, mais sans doute pas entièrement !

Les facteurs internes sont dominants mais ont une importance globale. Les Balkans ont la possibilité et les moyens de retrouver un rythme normal d'existence en coordination avec la communauté internationale. Un soutien de la coopération pacifique entre les pays de la région est indispensable. Dans un monde en pleine mutation au début du 21^{ème} siècle, la diplomatie culturelle et éducative devraient être des priorités de première importance. Par la culture et l'éducation, nous pourrions changer profondément les Balkans et arriver à intégrer cette région à la famille européenne.

L'Europe du Sud-Est pourrait être réintégrée à la grande Europe et devenir membre de l'Union européenne. Cette idée a réunie en 1999 plus de 40 pays pour donner naissance à un accord unique – le Pacte de stabilité – qui pourrait servir de base pour un nouveau traité sur les Balkans.

Quel avenir pour la Serbie ?

Par les dernières élections, le peuple serbe a adressé à l'Europe un message clair – les Serbes veulent la paix, la démocratie, la stabilité et la sécurité dans leur pays et en coopération avec leurs voisins pourraient retrouver le bien-être et la prospérité.

Quel avenir pour le Kosovo ?

On écrit tellement sur le Kosovo. Le débat est présent dans les médias de tous les pays...

A titre de conclusion il serait pertinent de citer un haut responsable britannique : « *L'indépendance du Kosovo ouvrirait une pluie qui pourrait infecter le reste des Balkans* ».

CONCLUSION

« L'important ce n'est pas de regarder le passé, mais de regarder le futur à partir du passé »

Lord Tedder

Etudier et analyser les intérêts différents d'une région comme les Balkans est une tâche compliquée et difficile, parce que la péninsule balkanique est un grand carrefour reliant trois continents ; elle est le point de rencontre d'intérêts qui sont souvent contradictoires.

Nous avons tout d'abord vu que les grandes puissances n'ont jamais dissimulé leur désir de jouer un rôle actif dans les processus politiques, économiques, culturels et religieux dans les Balkans. Les liens avec les régions voisines, comme celle de la mer Noire, le Proche et Moyen Orient et la Méditerranée sont l'expression d'une forte interdépendance.

Par ailleurs, nous avons montré, qu'en même temps, les relations entre les différents Etats des Balkans sont relativement fragile à la suite à leur déterminisme historique et en raison de leur aspect multidimensionnel. La crise en ex – Yougoslavie n'est point la cause première, mais les conséquences de la rupture de l'équilibre des puissances.

Mais, je pense que la coopération régionale peut permettre aux l'Etats balkaniques de surmonter ces décalages économiques. Les conférences inter balkanique qui se sont tenues, représentent un espoir sérieux pour l'avenir. Le programme d'élargissement de l'Europe est mis en œuvre.

Dans la perspective de la construction européenne et de la nouvelle dimension qu'aspire à se donner l'Alliance Atlantique, l'amélioration de la situation dans les Balkans ne passe-t-elle pas obligatoirement par leur intégration à l'Union européenne et par le renforcement de la sécurité dans chacun des pays balkaniques ?

Bibliographie

I. Documents :

1. **CHAUPRADE Aymeric et THUAL François**, *Dictionnaire de géopolitique* , 2^e éd., **Ellipses 1999**
2. **CHAUPRADE Aymeric**, *Introduction à l'analyse géopolitique* , **Ellipses, 1999**

II. Ouvrages :

1. **CASTELLAN Georges**, *Histoire des Balkans XIVe-XXe siècle* , **FAYARD, 1991**
2. **CEFI**, *La Méditerranée économique : premier rapport général sur la situation des riverains au début des années 90* , **ECONOMICA, 1992**
3. *Le Sentiment national dans l'Europe Moderne* , **PUBLICATIONS DE LA SORBONNE, 1990**
4. **COLLOQUE**, *Le Kosovo : Un an après* , **ASSEMBLEE NATIONAL, 2000**
5. **ALLOIS Pierre-Marie**, *Le Soleil d'Allah aveugle l'Occident* , **L'AGE D'HOMME, 1996**
6. **GARDE Paul**, *Les Balkans* , **FLAMMARION, 1994**
7. **LORY Bernard**, *L'Europe Balkanique de 1945 à nos jours* , **ELLIPSES/Edition marketing, 1996**
8. **MILETITCH Nicolas**, *Trafics et crimes dans les Balkans* , **PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 1998**
9. **MONTRIAL Thierry de/ JAQUET Pierre**, *Ramses 2001: Les grandes tendances du monde* , **DUNOD, 2000**
10. **PITTE Jean-robert**, *Géographie et Cultures : L'Europe médiane et Balkanique*, **L'HARMATTAN, 1998**
11. **PREVELAKIS Georges**, *Les Balkans. Cultures et géopolitique* , **NATHAN UNIVERSITE, 1999**
12. **RUPNIK Jacques**, *L'Autre Europe : Crise et fin de communisme* , **Odile JACOB, 1990**

13. **RUPNIK Jacques**, *Les Balkans : Paysage après la bataille* , **ED. COMPLEXE, 1996**
14. **WOLTON Thierry**, *Rouge brun : le mal du siècle* , **LATTES, 1999**

III.Articles :

1. **BLEJEAN**, *La guerre d'Espagne n'aura plus lieu* , **Tribune (la), 2000, n°21**
2. **CLEMENT Sophia**, *La prévention des conflits les Balkans : le Kosovo et l'Ary de Macédoine* , **Cahier de Caillot, 1997, n°30**
3. **COLLET André**, *Les Balkans, théâtre de guerre* , **Défense National, 1999, 1999-10**
4. **LECOMTE**, *L'accélération du mouvement de balkanisation de la planète*, **Tribune (la), 1999, n°19**
5. *Les Balkans, deux ans après les accords de Dayton*, **Revue internationale et stratégique, 1997, n°28**
6. **MASSOULA Dimitra**, *Les Balkans et la politique grecque* , **Revue internationale et stratégique, 1997, n°26**
7. **PERCHET**, *Quelques éléments de synthèse de la crise balkanique* , **Tribune (la), 1997, n°9**
8. **PRIGENT**, *Bosnie : une guerre de cent ans ?* , **Tribune (la), 1998, n°14**
9. **ROUBY**, *Le Kosovo s'enlise dans la guerre* , **Tribune (la), 1999, n°17**

Table des matières

SOMMAIRE.....	3
INTRODUCTION	4
1^{ère} Partie :	
LES BALKANS-UN GRAND CARREFOUR D'INTERÊTS	
I. 1 ^{ère} sous – partie :	
L'intérêt croissant et influences diverses des puissances extérieures à l'Europe.....	8
I.2 ^{ème} sous – partie :	
L'influence européenne dans les Balkans.....	15
I.3 ^{ème} sous – partie :	
L'interdépendance croissante entre les Balkans et les régions voisins.....	21
2^{ème} Partie :	
LA CRISE EN EX-YOUGOSLAVIE ET LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE	
II.1 ^{ère} sous – partie :	
Les pays voisins.....	27
II.2 ^{ème} sous- partie :	
Les Etats – Unis et l'Europe.....	31
3^{ème} Partie :	
L'AVENIR DES BALKANS.....	33

CONCLUSION.....35